

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Organisation, animation, fourniture d'équipements en vue de créer une aire d'apprentissage du vélo sur le secteur « Lyon 08 » à Marseille (13015)

Caractéristiques principales du contrat



Marché composite : une partie forfaitaire + une partie à bons de commande



Un maximum de 26 000 € HT sur deux ans pour la partie à bons de commande



Durée de 2 ans (+ une reconduction éventuelle d'un an)



Révision annuelle des prix

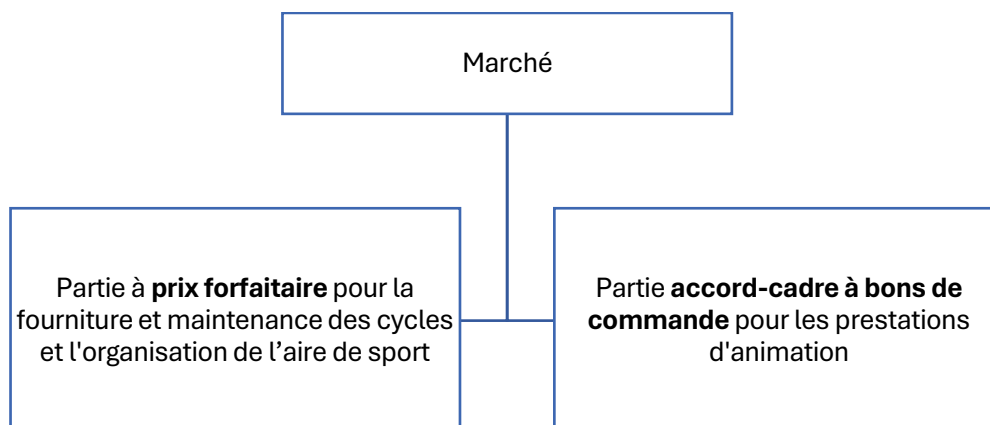
Sommaire

Article 1 – Dispositions générales	3
1.1 Forme du marché public.....	3
1.2 Durée du marché	3
1.3 Sous-traitance	3
Article 2 – Pièces contractuelles du marché	4
2.1 Pièces particulières	4
2.2 Pièces générales.....	4
Article 3 – Dispositions spécifiques aux bons de commande	4
Article 4 – Dispositions financières	4
5.1 Prix	4
5.2 Variation des prix du marché.....	5
5.3 Avance	5
5.4 Paiement.....	5
5.4.1 Contenu des demandes de paiement et présentation	5
5.4.2 Délai de paiement	6
5.4.3 Acomptes.....	6
Article 9 – Règlement des différents	6

Article 1 – Dispositions générales

1.1 Forme du marché public

Il s'agit d'un marché composite qui comprend une partie forfaitaire et une partie « accord-cadre » qui s'exécutera par l'émission de bons de commande.



La partie à bons de commande est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 26 000 € HT sur deux ans.

En cas de reconduction, un montant maximum de 13 000 € HT s'appliquera à la dernière année d'exécution.

1.2 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée 26 mois à compter de sa date de notification.

Le titulaire disposera d'une période de préparation de deux mois, les prestations devant démarrer au mois de septembre 2025.

Le marché pourra être reconduit pour une année supplémentaire. La décision de reconduction sera expressément notifiée au titulaire dans un délai maximale de 2 mois avant la fin du marché.

1.3 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Article 2 – Pièces contractuelles du marché

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières ;
- La Décomposition du Prix Forfaitaire et le Bordereau des prix unitaires ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières ;
- Le Mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le CCAG-FCS, bien que non joint au présent marché, est réputé connu des parties.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 3 – Dispositions spécifiques aux bons de commande

Le marché s'exécute en partie par l'émission de bons de commande établis par Euroméditerranée et transmis au titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la fin de la période de préparation.

Ils indiquent :

- Le numéro du présent marché
- La nature, les références et les quantités de services concernés
- Le prix unitaire contractuel HT de services
- Le montant total HT du bon de commande
- Les taux et le montant de la TVA
- Le délai d'exécution.

Article 4 – Dispositions financières

5.1 Prix

Le présent marché est conclu à prix mixtes.

Un prix forfaitaire, décomposé dans la DPGF, rémunère la fourniture, la maintenance des cycles et l'organisation de l'aire de sport.

Les prix unitaires rémunèrent les prestations d'animation. Le prix de règlement de chaque commande sera déterminé en affectant lesdits prix unitaires aux quantités commandées.

5.2 Variation des prix du marché

La révision de prix sera effectuée à l'issue de périodes successives de 12 mois, la première révision intervenant 14 mois après la date T0 de notification du marché.

la formule applicable est la suivante :

$$P_n = P_o \times (0,75 A_n/A_o + 0,25 B_n/B_o)$$

dans laquelle:

- P_o = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- P_n = prix révisé ;
- A = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques - Base 2008 , Identifiant INSEE 001565195
- B = Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Ensemble des services - Base 2021 – Identifiant INSEE 010766502
- A_o et B_o = valeur des indices A et B lue au mois M0 ou au trimestre correspondant à la date limite de remise des offres ;
- A_n et B_n = dernière valeur définitive connue des indices A et B lue à T0 + 13 mois (première révision), T0 + 25 mois (deuxième révision en cas de reconduction du marché).

Exemple : le marché est notifié en juillet 2025, la première révision intervient en septembre 2026. Il est pris en compte la dernière valeur connue de l'indice A lue au mois d'août 2026.

Le coefficient de révision ainsi calculé est arrondi au millième supérieur, et les prix du bordereau des prix unitaires au centime d'euro supérieur.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

5.3 Avance

Le titulaire a droit à une avance de 20% du montant forfaitaire du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

Le sous-traitant peut bénéficier d'une avance dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

5.4 Paiement

5.4.1 Contenu des demandes de paiement et présentation

Il sera fait application des dispositions de l'article 11.3 à 11.6 du CCAG FCS complétées par les précisions ci-après.

Les demandes de paiement (facture) sont transmises de manière dématérialisée au pouvoir adjudicateur sur le portail Chorus Pro.

Elles doivent comprendre les mentions obligatoires ainsi que celles détaillées ci-dessous et être accompagnées des pièces justificatives idoines.

Contenu des demandes de paiement	
1	Intitulé et numéro de l'accord-cadre
2	Numéro d'engagement juridique (bon de commande ou marché subséquent)
3	Désignation des prestations exécutées
4	Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués. En cas de décomposition en tranches, ce détail doit être fourni pour chaque tranche.
5	Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant
7	Taux de TVA applicable
8	Dates d'achèvement des prestations

L'EPAEM dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant au choix d'opérer des rectifications ou non sur la demande de paiement. Ainsi, toute demande de paiement ne comprenant pas une ou plusieurs de ces mentions pourra être rejetée.

5.4.2 Délai de paiement

Conformément à l'article R. 2192-11 2° du code de la commande publique, le paiement intervient par virement administratif dans le délai global de 60 jours. Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plateforme Chorus Pro.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation des prestations, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d'admission de l'exécution des prestations.

Le défaut de paiement dans le délai prévu donne droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant dans les conditions des articles R2192-31 et 32 du code de la commande publique.

5.4.3 Acomptes

Conformément aux articles R. 2191-20 à 22 du Code de la Commande Publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché public ouvrent droit à acompte.

Les acomptes font l'objet d'une demande de paiement. Ils sont versés, selon une périodicité trimestrielle, au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution des prestations. Pour les entreprises mentionnées à l'article R. 2191-22 du Code de la Commande Publique, les acomptes pourront être mensuellement versés sur demande du titulaire, sans qu'une périodicité supérieure à un mois ne puisse leur être opposée.

Article 9 – Règlement des différends

En cas de différend éventuel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire échangeront en vue d'un règlement à l'amiable. Toutefois, en cas d'échec, le contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG PI, la production d'un mémoire en réclamation en bonne et due forme constitue un préalable obligatoire à la saisine du juge.